



AFRIQUE Capital Humain

SOMMETS DES CHEFS D'ETAT

Juillet 2023

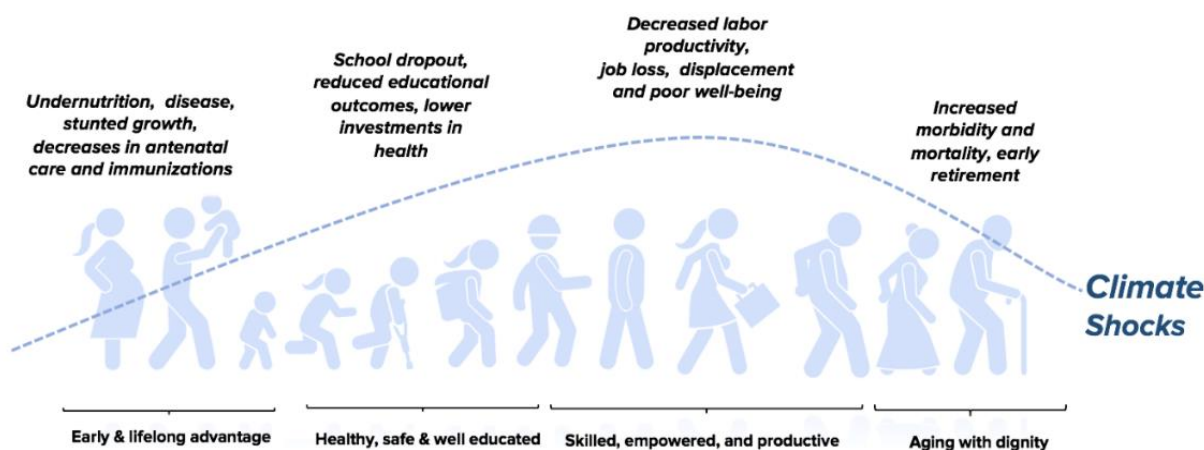
Série de notes techniques sur le capital humain en Afrique

Capital humain pour un avenir qui tienne compte des enjeux climatiques

MESSAGES CLES

Le changement climatique (CC) est l'une des plus grandes menaces à l'existence de l'humanité et à laquelle les pays d'Afrique subsaharienne sont particulièrement exposés. Il met en péril les progrès durement acquis en matière de développement, les efforts déployés pour réduire la pauvreté et le capital humain accumulé. Le changement climatique affecte gravement les personnes tout au long de leur cycle de vie, surtout les femmes, les filles, les pauvres et les groupes vulnérables, menaçant leur vie et leurs moyens de subsistance, et affectant la productivité et la croissance.

- Le changement climatique a des effets directs et indirects sur la santé (insolation, traumatismes ou décès dus aux inondations, etc.) et modifie l'écologie des maladies à transmission vectorielle et hydrique (paludisme, dengue et choléra).
- Les vagues de chaleur entravent directement les activités éducatives, la réussite scolaire et la productivité en général.
- Le changement climatique constitue une menace pour la production agricole et la sécurité alimentaire, et cause de malnutrition et de retard de croissance chez les enfants, ce qui affecte le développement cognitif, les résultats scolaires et le potentiel d'apprentissage tout au long de la vie.
- Les phénomènes météorologiques extrêmes perturbent également l'accès aux services sociaux essentiels, y compris les soins de santé d'urgence, et contraignent les enfants à l'abandon scolaire.
- Le changement climatique et les initiatives de réduction des émissions de carbone auront pour effet de pousser certains groupes au chômage (par exemple, les agriculteurs et tous ceux qui dépendent de la production de combustibles fossiles), ce qui les exposera à la vulnérabilité et à la pauvreté.



Le renforcement de la résilience globale et de la préparation des populations à faire face aux défis du changement climatique constitue un élément déterminant pour la réalisation des engagements mondiaux et nationaux liés au climat :

- Il est nécessaire d'agir dans le sens de **protéger les populations** contre le changement climatique, facteur de dégradation du capital humain tout au long du cycle de vie qui limite le potentiel productif des populations, pourtant moteur essentiel de la croissance.

Capital humain pour un avenir qui tienne compte des enjeux climatiques

- **La mise en place de systèmes d'adaptation et de résilience** requiert d'investir pour disposer de personnes en bonne santé, éduquées et qualifiées, qui soient protégées par un filet de sécurité capable de les préparer à faire face et à s'adapter au changement climatique.
- La qualité du capital humain sera déterminante pour le succès des politiques axées sur la lutte contre le changement climatique. Les investissements dans le développement du capital humain permettront donc de **mobiliser les compétences de la population pour répondre aux exigences en matière de transition verte.**

ENJEUX POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Certes, le changement climatique affecte tous les pays. Toutefois, les pays les plus vulnérables en subissent les conséquences les plus graves. Selon l'indice combiné du capital humain et l'indice ND-GAIN, **les 30 pays les plus vulnérables au changement climatique sur 192 sont tous situés en Afrique subsaharienne (ASS)**. Le rapport du GIEC intitulé « *Changement climatique 2022 : impacts, adaptation et vulnérabilité* » souligne la gravité du changement climatique, ses impacts sur l'Afrique subsaharienne et réaffirme la nécessité impérieuse de prendre des mesures immédiates et radicales pour combattre ce phénomène dans la région. Des secteurs clés du développement ont déjà été sévèrement touchés, notamment par des pénuries d'eau, une baisse de la production alimentaire, une dégradation de la biodiversité, un ralentissement de la croissance économique et des pertes en vies humaines. Ces impacts sont très susceptibles de se généraliser et de devenir plus néfastes entre 1,5 et 2 °C de

réchauffement aux niveaux national, sous régionale et régional.

Les pays d'Afrique subsaharienne, en particulier, devraient connaître des niveaux records de chaleur au cours des deux prochaines décennies, bien plus tôt au cours du XXI^e siècle que les pays plus riches et situés à des latitudes plus élevées. La vulnérabilité et l'exposition de l'Afrique subsaharienne au changement climatique sont multidimensionnelles en raison de la transversalité des facteurs environnementaux, socio-économiques et politiques. À cet égard, la coordination intersectorielle et la mobilisation des gouvernements tant locaux que nationaux en Afrique subsaharienne seront essentielles pour élaborer des solutions solides d'adaptation et d'atténuation dans toute la région afin d'éviter un effondrement total du climat du fait de l'aggravation des risques qui ne manqueront pas de s'intensifier au fil du temps.

QUELQUES INFORMATIONS UTILES A RETENIR PAR LES DECIDEURS POLITIQUES

- Le changement climatique pourrait entraîner **des baisses du PIB** de l'ordre de 2 % à 12 % d'ici à 2050 et plonger 132 millions de personnes dans la pauvreté (BM, 2021), dont 43 millions en Afrique. Les personnes en situation d'extrême pauvreté en Afrique pourraient voir leurs revenus diminuer de 8 % en raison du changement climatique, ce qui limiterait leur capacité à réagir aux chocs.
- **Les femmes représentent 70 % des pauvres dans le monde** (IUNC, 2015) et sont donc beaucoup plus vulnérables aux changements climatiques.
- Le réchauffement climatique devrait d'ici à 2030 **entraîner des pertes de productivité équivalentes à l'échelle mondiale à 80 millions d'emplois à temps plein**. (OIT, 2019). En Afrique, les pertes en heures de travail dues à la chaleur pourraient se traduire par des reculs du PIB annuel allant jusqu'à 6 %.
- Selon les projections, **86 millions de personnes en Afrique subsaharienne pourraient d'ici à 2050 devenir des déplacés internes** suite à une évolution lente du changement climatique.
- **Les coûts des dommages directs pour la santé sont estimés entre 2 et 4 milliards de dollars par an d'ici à 2030** (OMS 2021).
- **Les chaleurs extrêmes affectent négativement la scolarisation** — on estime qu'un enfant qui subit des températures de 2 points supérieures à la moyenne accusera un retard de scolarisation de 1,5 an par rapport à un enfant confronté à des températures moyennes (PNAS, 2019). Tout recul en matière d'accès à l'éducation et à l'apprentissage contribue au cercle vicieux de la pauvreté éducative et à la perte de revenus futurs pour toute une génération.
- Les émissions de CO₂ de l'ensemble l'Afrique subsaharienne sont les plus faibles du monde (48 pays dont la part dans les émissions totales de CO₂ était estimée à 0,55 % en 2020). **L'adaptation au changement climatique devrait donc être un objectif majeur des politiques en Afrique subsaharienne**, de même que l'exploitation des opportunités permettant d'éviter la dépendance au carbone par des investissements climato-intelligents.

RECOMMANDATIONS STRATEGIQUES

Le temps imparti pour une action climatique transformatrice et à grande échelle visant à prévenir une catastrophe climatique mondiale s'amenuise rapidement. Les pays d'Afrique subsaharienne se doivent **d'investir dans le capital humain**, qui constitue la clé de voûte de la prospérité économique future et de la résilience au changement climatique. Ci-dessous quelques recommandations essentielles :

1. Dans les **documents relatifs aux contributions déterminées au niveau national**, accorder davantage d'intérêt aux secteurs de l'éducation, de la santé, de la protection sociale et de l'emploi, ainsi qu'à la prise en compte de la dimension genre dans la lutte contre le changement climatique.
 - **Renforcer les systèmes éducatifs** pour sensibiliser au changement climatique, changer le comportement des communautés, développer les compétences pour les emplois verts, promouvoir la recherche et le développement écologiques et décarboniser l'enseignement.
 - **Renforcer le niveau de préparation des systèmes de santé** pour une riposte efficace face aux catastrophes, aux fortes chaleurs et aux phénomènes météorologiques extrêmes, de lutter contre les maladies à transmission vectorielle, d'améliorer les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et d'intensifier la sensibilisation générale au changement climatique. Il convient de réduire les émissions de carbone dans le secteur de la santé en procédant à des investissements en faveur de systèmes de santé respectueux de l'environnement (centres de santé et équipements à faible consommation d'énergie).
 - **Élargir la couverture par des systèmes de protection sociale adaptatifs** pour permettre aux personnes de se remettre des chocs liés au changement climatique, promouvoir les projets de travaux publics pour la transition verte, faciliter l'évolution vers des emplois verts (recyclage professionnel des travailleurs) et soutenir les transitions justes.
2. **Prévenir les inégalités entre les hommes et les femmes liées au climat** (par exemple, le risque pour les femmes d'être exclues des emplois verts en raison des inégalités dont elles sont victimes en matière d'accès à la formation et aux compétences dans le domaine de l'économie verte). Promouvoir activement le leadership et la participation des femmes dans les initiatives d'adaptation au climat, qui sont généralement synonymes de meilleurs résultats (par exemple, une meilleure préparation aux catastrophes, à la conservation et la gestion des ressources naturelles).
2. **Renforcer les politiques et les capacités institutionnelles en matière de lutte contre le changement climatique** par une planification, un déploiement et une gestion plus efficaces des ressources humaines, naturelles et physiques. Il s'agit notamment de mettre en place des systèmes d'information climatique plus performants à des fins d'alerte précoce.
3. **Établir des mécanismes clairs de coordination** avec les ministères en charge des questions climatiques et environnementales afin de s'assurer que les secteurs relatifs au développement humain occupent une place centrale dans les plans d'action nationaux de lutte contre le changement climatique. Créer des points focaux dédiés au changement climatique dans les ministères et organismes compétents en matière de développement humain.

DEFINITION

Toute croissance du capital humain et tout développement sensible au genre, résilient et inclusif reposent de manière intrinsèque sur la capacité des populations à s'adapter aux risques liés au changement climatique et sur leur efficacité à limiter la hausse des émissions de gaz à effet de serre.



AFRIQUE CAPITAL HUMAIN

SOMMETS DES CHEFS D'ETAT

DAR ES SALAAM | 25-26 JUILLET 2023

REMERCIEMENTS

Cette note technique fait partie d'une série compilée pour le premier Sommet des chefs d'État sur le capital humain en Afrique (juillet 2023), qui met l'accent sur l'importance de l'investissement dans les jeunes en tant que moteur essentiel de la productivité et de la croissance, comme le montrent la littérature récente et l'expérience des pays. Les auteurs et contributeurs de l'équipe technique du Sommet sont : Abdo Yazbeck, Alex Twinomugisha, Amanda Devercelli, Anne Bakilana, Changha Lee, Ernest Massiah, Fanen Ade, Fatima Naqvi, Huma Kidwai, Inaam Ul Haq, Kebede Feda, Maheshwor Shrestha, Maletela Tuoane, Maria Gracheva, Martin De Simone, Meskerem Mulatu, Mohamed Jelil, Ritika Dsouza, Robert Chase, Rogers Ayiko, Samer Al-Samarrai, Sara Troiano, Shawn Powers, Somya Bajaj, Silas Udahemuka, Srividya Jagannathan, Tekabe Belay, Yared Mekonnen. La rédaction et la conception graphique ont été réalisées par Enó Isong et William Ursenbach.

OBJECTIF ET CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

La présente série de notes techniques sur le capital humain en Afrique est une synthèse des recherches et des données existantes dont l'objectif est de mettre en lumière des recommandations politiques utiles et pertinentes. Les constatations, interprétations et conclusions qui y sont présentées sont exclusivement celles des auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement les opinions du Groupe de la Banque mondiale, de ses administrateurs ou des gouvernements qu'ils représentent. Toutes les notes de la série sont accessibles à l'adresse suivante : www.worldbank.org/en/events/2023/07/25/africa-human-capital-heads-of-state-summit



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE